

Saint-Nazaire : premières leçons de la crise

Le 10 juin 2020

L'épidémie liée au Covid-19, le confinement, les conséquences sociales et économiques de la situation constituent une épreuve collective inédite. Les six prochaines années seront porteuses de décisions majeures. Il nous paraît utile de tirer un premier bilan de cette séquence, de ses conséquences, des choix qu'elle appelle.

Nous aurons cinq domaines d'actions prioritaires : Transition économique et emploi local durable. Valorisation des circuits courts et alimentation de proximité. Solidarité, social et résilience collective. Santé. Mobilité et ville durables.

Préalable

Face aux difficultés, la démocratie, la participation, l'intelligence collective sont des solutions et pas des problèmes, car elles permettent d'agir mieux.

Il y a l'exemple de Nantes qui a géré la crise avec tous les élu.e-s, l'exemple de Grenoble qui a géré la crise avec toute la population et le contre-exemple de Saint-Nazaire. Cette vie démocratique a largement été mise entre parenthèse à Saint-Nazaire, où elle s'est limitée à des réunions avec les présidents de groupes, où aucun conseil municipal n'a eu lieu pendant près de 4 mois. Notre ville est une des dernières de France à en faire, alors que beaucoup en ont fait avec des visioconférences.

Les inquiétudes que nous avons exprimées durant les mois précédant la crise du COVID 19 sont toujours d'actualités.

Nous avons vu que notre système économique, l'obsession du résultat à court-terme, l'affaiblissement des services publics, fragilisent et sont dévastateurs pour la planète et ses habitants.

Dans notre ville : industrie fragilisée, position géographique qui nous rend vulnérables face au dérèglement climatique, destruction de la biodiversité.

Un maître mot : ANTICIPER !

1. Transition économique et emploi local durable

Il convient de vite accompagner une reconversion vers des industries plus durables : modes de propulsion moins émetteurs de CO2 pour le naval ou l'aérien, énergies marines renouvelables. Cela ne suffira pas.

La commune et l'agglomération peuvent être une force d'impulsion et de coordination. La Carène a soutenu un certain nombre d'acteurs avec des aides, mais il faut aller au-delà.

Nous proposons des **d'États généraux impliquant tous les acteurs économiques et sociaux**, pour anticiper les mutations et les changements de normes à prévoir pour construire avec tous une stratégie d'avenir pour notre économie locale.

- **À court terme**, soutenir les TPE, PME et commerçants mis en difficulté par la crise sanitaire ; assurer la réduction des émissions nocives
- **A moyen terme**, former et accompagner les entreprises et les salariés, pour diversifier nos activités au-delà de la dépendance excessive à l'aérien et à la navale et développer les activités moins polluantes dites « écotechnologies » sur le territoire.
- **A long terme**, relocalisation de productions des biens durables et services essentiels et des productions industrielles, confiées à l'étranger au prix d'un développement inconsidéré des transports de marchandise.

2. Valorisation des circuits courts et alimentation de proximité

Avec le confinement, les citoyens ont redécouvert une offre alimentaire de proximité, plus durable, avec des productions locales, des ventes à la ferme et différentes initiatives.

Notre Plan alimentaire territorial est plus que jamais d'actualité.

Objectif : rapprocher les productions des habitants en impliquant tout le monde (comme l'a fait Nantes Métropole). Plusieurs axes :

- Les cantines scolaires, sont un levier de commande publique devant être pleinement utilisé
- Réorienter les terres agricoles vers les besoins locaux et la production alimentaire. Aujourd'hui de plus en plus de surfaces du PEAN (Périmètre de protection des espaces agricoles et naturels) sont utilisées pour nourrir les chevaux.
- Accompagner et promouvoir les rapprochement entre producteurs et les nouvelles pratiques dans leur relation avec les consommateurs (commande et retrait, livraison à vélo)...

3. Solidarité, social et résilience collective

Nous devons faire face à l'urgence sociale et défendre les solidarités avec des services publics forts. Nous devons lutter concrètement contre la pauvreté et la détresse, mais aussi contre la faim. Le Secours Populaire, une fois que le nombre de bénéficiaires a triplé, a cessé de compter en arrêtant la procédure d'inscription.

Nous avons vu jusqu'à 2 heures de queue au Carrefour des solidarités. Nous avons rencontré des gens qui vivent dans leur voiture, dans des caravanes, bien plus que la vingtaine de personnes SDF que connaissait la ville il y a quelques mois. Nous avons vu les limites du dispositif de logement d'urgences face à la recrudescence des violences faites aux femmes: 1 seul appartement est disponible

Nous proposons de :

- **Mettre en place le système de minimum social garanti**, comme à Grande-Synthe, pour qu'aucun Nazairien ne vive sous le seuil de pauvreté (aide à l'accès aux droits, complément financier si nécessaire), de revoir les tarifs sociaux, de renforcer la solidarité avec nos aînés
- **Renforcer le rôle de la ville comme soutien aux associations et aux initiatives solidaires et faire vivre des réseaux de proximité solidaire.** Il est regrettable que la ville se soit appuyée sur les associations plus qu'elle ne les a parfois aidées : elles auraient eu besoin de plus d'aides, de plus de matériel, de soutien d'autant que leurs bénévoles étaient parfois des publics âgés, pas toujours en mesure d'intervenir dans la période.
- **Renforcer le logement d'urgence et de solidarité**
Enjeu de la prise en charge de l'enfance et de l'éducation dans cette crise. Notre ville reste pénalisée par l'insuffisance du nombre de places en crèche, il en manque 200 pour rattraper le retard sur des villes comparables. L'insuffisance et l'inadaptation des locaux scolaires, qui est problématique en temps normal, devient une difficulté supplémentaire. L'amélioration de la restauration scolaire est nécessaire (bio/circuits courts) comme la concertation avec les parents d'élèves.

4. La priorité à la santé

La santé publique n'est pas une compétence directe de la ville et de l'agglomération, mais elles ont un rôle à jouer pour que l'Etat, joue pleinement son rôle.

Saint-Nazaire doit engager des choix durables pour donner la priorité à la santé de ses habitants :

- Le maire, président du conseil de surveillance de l'hôpital, doit enfin porter la volonté **de sortir le Centre Hospitalier du PPP qui l'étouffe** et obtenir les moyens nécessaires.
- Nous voulons travailler à **un plan intercommunal de santé pour mettre en réseau les professionnel.le.s de santé**, les structures médico-sociales, les hôpitaux, réfléchir à des mesures et actions de prévention, soins; adaptées au territoire. Soutien **aux projets de coordination de toutes les structures de santé** permettant l'amélioration de l'accès aux soins pour toutes et tous (maison de santé pluriprofessionnelles, communauté professionnelles territoriales de santé).
- Nous lutterons avec plus de fermeté contre la **pollution de l'air**. Après la baisse des polluants pendant le confinement, nous ferons preuve de volontarisme pour traiter la question de la **prévention des cancers** (mortalité prématurée inacceptable à Saint-Nazaire).
- La distribution des masques était utile, bien que tardive : il aurait fallu anticiper davantage comme d'autres communes. Nous proposons de construire **des plans de prévention plus solides face aux risques de crises** (pandémies, accident industriel, canicule, submersion...) en impliquant davantage tous les Nazairiens.

5. Mobilité et ville durables

Pour faire face aux prochaines crises, construire une ville moins dépendante des ressources fossiles et où la vie de proximité soit plus agréable, mais aussi plus résiliente face au réchauffement climatique. Les émissions de CO2 ont baissé pendant la crise, mais il faut que cet effort continue.

Nous engagerons une révolution des mobilités

- Nouveau réseaux : beaucoup de bénéficiaires ont été obligés d'aller à pied au Carrefour des solidarités
- Gratuité immédiate des transports les WE (comme mesure sociale et comme soutien aux commerces)
- Pistes cyclables sécurisées à créer sur tous les axes.
- Offrir les espaces verts de proximité de quartier, ils ont manqué pendant le confinement. C'est aussi une réponse à la hausse des températures, (13ème mois consécutif le plus chaud de l'histoire).